

Vincent Bolloré mis en examen pour soupçons de corruption



Le milliardaire breton est soupçonné de corruption dans le cadre de l'attribution de concessions portuaires en Afrique.

MISE A JOUR

20h44 : Vincent Bolloré a été mis en examen, d'après son porte-parole

La garde à vue de Vincent Bolloré, entamée mardi dans le cadre d'une information judiciaire ouverte notamment pour "corruption d'agents publics étrangers" et portant sur les conditions d'obtention en 2010 de deux des seize terminaux à conteneurs opérés par le groupe Bolloré sur le continent africain, se poursuit ce mercredi 25 avril.

Outre l'homme d'affaires, Gilles Alix, directeur général du groupe Bolloré, Philippe Dorent, responsable du pôle international de Havas Paris, et Francis Pérez, dirigeant de la société Pefaco basée en Espagne, ont également vu leurs gardes à vue prolongées à Nanterre (Hauts-de-Seine), où ils sont entendus par les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFF). Les magistrats soupçonneraient les dirigeants du groupe d'avoir facilité l'arrivée au pouvoir de dirigeants africains, via leur filiale de communication Havas, afin d'obtenir en contrepartie des concessions portuaires. La justice s'intéresse également aux conditions de reprise par le groupe Bolloré de la concession du port de Conakry, en Guinée, et de la gestion d'un terminal à conteneurs du port de Lomé, au Togo. Dans un communiqué, le Groupe Bolloré a démenti "formellement que sa filiale de l'époque SDV Afrique ait commis des irrégularités".